

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1843

Artikel: Asile en Suisse: Besson ou Barrot? : En application du traité de Dublin, la Suisse est réduite au rôle de spectatrice intéressée avant d'appliquer les décisions que prendra l'Union européenne
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013981>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Tessin panique et Merz aligne les boulettes

L'amnistie fiscale italienne met à son tour en lumière l'ambiguïté de la Suisse par rapport au rôle de son secteur bancaire

Jean-Daniel Delley (27 octobre 2009)

La dernière amnistie fiscale décidée par le gouvernement italien fait trembler la place financière tessinoise, refuge privilégié des capitaux de la péninsule à la recherche de l'anonymat. C'est que les autorités italiennes ne font pas dans la dentelle pour convaincre les contribuables de rapatrier leurs fonds: la garde des finances a installé des caméras infrarouges aux frontières et le long des autoroutes menant au Tessin et ses enquêteurs en civil investissent sur territoire helvétique. Les banquiers tessinois craignent de perdre 20 à 30% de la fortune italienne placée dans leurs

coffres. Leurs soucis ont été relayés à Berne par le gouvernement cantonal. Et le président du parti libéral-radical suisse s'est même fendu d'une lettre de lecteur dans le *Corriere della Serra* de Milan.

Hans-Rudolf Merz, le spécialiste de la boulette politique, n'a pas manqué l'occasion. Il a assuré le Tessin de son soutien. En clair, il veut venir en aide à des banquiers tessinois qui ont construit leur prospérité sur l'évasion fiscale et à des autorités cantonales qui ont trop longtemps favorisé un développement économique unilatéralement fondé sur le secteur financier bénéficiant de

la proximité immédiate de la riche métropole lombarde. Le président de la Confédération, si prompt à souligner la souveraineté helvétique face aux critiques de nos voisins à l'égard du secret bancaire et du traitement fiscal privilégié des sociétés étrangères, va-t-il donc mettre en question le droit de l'Italie à amnistier ses contribuables et à démasquer les réticents? La démarche serait d'autant plus maladroite que, dans le cadre de nos relations pour le moins tendues avec le régime libyen, l'entremise de l'Italie pourrait se révéler utile.

Asile en Suisse: Besson ou Barrot?

En application du traité de Dublin, la Suisse est réduite au rôle de spectatrice intéressée avant d'appliquer les décisions que prendra l'Union européenne

Albert Tille (1er novembre 2009)

Eric Besson, ministre français de l'immigration, expulse trois demandeurs d'asile afghans dans leur pays en pleine guerre. Comme pour se justifier et montrer que son pays ne fait qu'appliquer la réglementation européenne, le ministre, transfuge du parti socialiste, propose à Bruxelles d'organiser les expulsions en commun. Des avions charters caboteraient d'une capitale à l'autre pour ramasser les requérants déboutés et les renvoyer dans leur pays d'origine. Commode et

économique. Les expulsions par avions de ligne créent tensions et conflits avec les passagers. Et un charter pour trois personnes coûte vraiment trop cher.

La proposition française, appuyée par l'Italie, tranche avec deux nouvelles directives que la commission de Bruxelles propose d'adopter pour améliorer la politique commune de l'asile. Le commissaire en charge du dossier est le Français Jacques Barrot. Plutôt que de se

focaliser sur l'efficacité des renvois, il entend lutter contre la concurrence que se livrent les pays européens pour maîtriser le flux des requérants d'asile.

L'objectif central du traité de Dublin est d'éviter le tourisme des requérants d'un pays à l'autre. Un seul Etat, celui du premier accueil, est compétent pour l'examen d'une demande d'asile. Mais l'accord européen n'a pas imposé une unification des procédures. Les requérants recherchent donc,

logiquement, à déposer leur demande dans le pays le plus généreux. Les nouvelles directives entendent harmoniser les règles et les pratiques pour maîtriser cette concurrence sauvage qui provoque des mouvements clandestins à travers l'Europe. Les divergences de politiques constituent par ailleurs une choquante inégalité de traitement. Un Tchétchène sera accueilli dans un pays généreux et expulsé dans un autre. Pour égaliser l'attractivité des divers pays, l'harmonisation porterait

non seulement sur les procédures d'examen des requêtes, mais également sur l'accès à la sécurité sociale, à la santé et au marché du travail.

Jacques Barrot, qui arrive à la fin de son mandat de commissaire, aurait voulu aller plus loin. Il voulait modifier la règle de la demande unique dans le pays de premier accueil. Un requérant aurait pu demander l'asile dans un pays où résident des membres de sa famille. De plus, et à défaut d'une répartition équitable des

requérants dans chaque Etat, le pays d'accueil aurait reçu 4'000 euros par réfugié.

La Suisse est signataire de Dublin. En vertu de la «*clause évolutive*» de l'accord, elle doit reprendre les nouvelles dispositions décidées par les pays membres (DP 1837). Le duel Besson -Barrot concerne donc directement notre pays. Le Conseil des ministres de l'UE et le Parlement européen trancheront. En l'absence de ministre et de parlementaires suisses.

On ne peut pas courir toutes les luttes à la fois

Les instruments de la démocratie directe séduisent la gauche, mais impliquent un lourd engagement et ne déploient un effet qu'à long terme

Jean Christophe Schwaab (28 octobre 2009)

2010 sera une année cruciale pour le parti socialiste et les syndicats. La gauche devra en effet mener de nombreuses campagnes référendaires contre une droite attaquant tous azimuts: la campagne référendaire sur le deuxième pilier devra probablement être menée en parallèle avec les récoltes de signatures contre la nouvelle mouture de la 11e révision de l'AVS et de la 4e révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI). En effet, les partis bourgeois, bien décidés à profiter de l'aubaine que représente le passage simultané aux Chambres de deux révisions majeures des assurances sociales, s'activent pour que tout soit sous toit pour la fin de la session d'hiver 2009.

Peu de temps après pourrait très probablement suivre un référendum contre la révision

de la loi sur l'assurance-accidents (LAA), du moins si la droite maintient sa volonté de livrer aux assureurs privés – tout puissants dans les rangs parlementaires bourgeois – une assurance sociale fonctionnant pourtant à satisfaction.

Et, pour chacun de ces objets, après la récolte viendra la campagne, d'autant plus exigeante en ressources financières et militantes que partis bourgeois et milieux économiques ne manqueront pas de saisir cette opportunité de mettre la gauche à genoux sur ses thèmes de prédilection. Pour cela, économiesuisse et consorts s'apprentent à aligner les millions: une somme à huit chiffres pour chaque objet, en témoigne la campagne en faveur de la baisse des rentes du deuxième pilier, dont les affiches inondent déjà les villes

6 mois avant la date de votation!

Comme si cela ne suffisait pas, la gauche souhaite charger le bateau, en prévoyant de lancer de nombreuses initiatives populaires. Le PSS, dont les jeunes récoltent déjà des signatures pour limiter les écarts salariaux, a déjà annoncé une initiative en faveur des énergies renouvelables et une autre pour un salaire minimum, thème que l'Union syndicale suisse a désormais elle aussi sérieusement empoigné. Une de ses fédérations, le Syndicat de la communication, envisage une initiative sur le service public postal. En outre, nombreux sont les élus et militants de gauche à souhaiter que la caisse maladie unique fasse l'objet d'une nouvelle initiative le plus rapidement possible. Quant à la 6e révision